



De Denis Scuto

Non, il ne présentera pas d'excuses publiques au nom des Etats-Unis pour les bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945. Barack Obama l'a déclaré lundi dernier à une chaîne japonaise, avant sa visite dans la ville d'Hiroshima, complètement détruite par une bombe atomique. Près de 140.000 personnes – la population japonaise de la ville, mais aussi des milliers de travailleurs forcés coréens, le plus souvent oubliés – avaient été tués sur le coup ou dans les mois qui suivirent.

Je me suis posé la question suivante à la suite de cette déclaration: qu'est-ce que ce geste hautement symbolique, la première visite d'un président des Etats-Unis en fonction au mémorial de la paix d'Hiroshima, pouvait bien signifier si ce n'est l'aveu que 71 ans plus tôt un acte profondément injuste avait été commis? Mais le *Nouvel Obs* a judicieusement rappelé que les Etats-Unis, „grande puissance modèle, gardienne des valeurs démocratiques et humanistes“, éprouvaient en général de grandes difficultés à présenter des excuses. S'ils s'adonnent à cet exercice, c'est du bout des lèvres. Les excuses pour les massacres, les déportations, les spoliations des Indiens ne furent présentées qu'en 2009, et encore, dissimulées dans une loi portant sur le budget de la Défense pour 2010. La résolution de 2008 présentant les excuses pour les crimes de l'esclavage et du commerce d'esclave n'a pas été signée par Obama et n'a donc, comme le signalait un journal américain, „pas plus de poids que des résolutions félicitant l'équipe victorieuse du Super Bowl“. En 1988, les députés démocrates étaient parvenus difficilement à faire voter, contre la majeure partie des membres républicains du Congrès, une résolution présentant des excuses pour l'internement des familles japonaises ou d'origine japonaise dans des camps de concentration américains après Pearl Harbor.

Ceci dit, le *Nouvel Obs* rappelle également qu'en 2011 l'éventualité d'une visite d'Obama et d'excuses publiques avait déjà été évoquée. Or, un télégramme diplomatique dévoilé par Wikileaks montre que ce fut le gouvernement japonais qui avait alors rejeté l'idée, de peur notamment que cela ne renforce dans l'opinion publique japonaise le camp des antinucléaires. Les excuses d'Obama poseraient également inéluctablement la question des nombreuses exactions et crimes de guerre commis par l'armée impériale, dont le massacre de Nankin de 1937-1938 n'est que le plus célèbre. Malgré les excuses présentées verbalement en 1995 par le premier ministre de l'époque Murayama, la mémoire officielle japonaise privilégie le rôle de victime et les dénis publics des crimes commis continuent régulièrement de défrayer les chroniques. Chaque année, le 15 août, jour de commémoration officiel de la capitulation, on continue de vénérer des criminels de guerre japonais au sanctuaire Yasukuni-

L'histoire du temps présent

Le Président et la Bombe

jinja dans le cadre de cérémonies nationalistes.

En tant qu'historien, c'est surtout l'argumentation d'Obama qui m'a interpellé. Il appartenait aux historiens de poser des questions, de les examiner et de prendre position face à cette problématique complexe. Penchons-nous donc sur l'historiographie du sujet, avant de revenir à la visite d'Obama.

Les interprétations des historiens

C'est à partir des années 1960 que les historiens, surtout américains, se penchent sur l'histoire du largage des bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki. La question de la légitimité ou non de leur utilisation était centrale. Le débat scientifique fut d'abord dominé par deux écoles opposées. Pour l'école orthodoxe, représentée notamment par des historiens comme Herbert Feis, les bombes furent nécessaires et justifiées, car elles auraient sauvé la vie de nombreux soldats américains et permis d'écourter la guerre. En se référant aux batailles meurtrières pour la conquête de l'île d'Iwojima (février-mars 1945) et de l'archipel d'Okinawa (avril-juin 1945), des dirigeants politiques américains comme le secrétaire à la Guerre Stimson ont brandi le chiffre de 250.000, 500.000, voire d'un million de victimes américaines pour le cas de l'invasion des îles principales du Japon. Des estimations réalistes contemporaines se limitaient à 40.000. La publication de sources supplémentaires dans les années 70 et 80 a plutôt confirmé l'hypothèse que les Etats-Unis ne voulaient nullement que le Japon capitule trop vite, justement pour pouvoir utiliser la bombe atomique qu'ils venaient de tester avec succès le 16 juillet 1945 dans le désert de New Mexico. Dans la „Déclaration de Potsdam“ du 26 juillet, Truman, Churchill et Tchang Kaï-Chek, président de la République nationale de Chine, définissaient les termes de la capitulation du Japon. Ces termes apparurent inacceptables même pour les forces modérées au sein du gouvernement japonais, puisque la question de la position future de l'empereur Hirohito n'était pas évoquée.

Pour l'école révisionniste, dont le représentant le plus connu, Gar Alperovitz, a publié sa thèse en 1965, les bombes atomiques n'étaient pas nécessaires. D'après lui, les dirigeants américains savaient que le Japon était acculé à la défaite et prêt à capituler. La bombe aurait eu un autre objectif: intimider l'Union soviétique. La bombe nucléaire comme instrument de pouvoir géostratégique. Les hommes politiques et les militaires américains auraient été convaincus que l'Occident détenait avec cette bombe le moyen de pression rêvé pour dominer la politique d'après-guerre en Europe et en Asie. Voilà pourquoi cette arme devait impérativement être utilisée avant la fin de la guerre, comme démonstration de force nucléaire.

Les détracteurs de l'école révisionniste objectèrent que, premièrement, le gouvernement et



Barack Obama prend Mori Shigeaki, survivant de l'attaque atomique d'Hiroshima, dans ses bras

l'armée japonaise n'étaient, avant le largage des bombes atomiques, nullement convaincus de l'inéluctabilité de la défaite et de la capitulation et que, deuxièmement, Alperovitz et ses collègues interprètent le processus décisionnel de juillet-août 1945 à partir de la perspective rétrospective et donc anachroniste de la Guerre froide, qui ne commence qu'en 1947.

La bombe atomique a peut-être renforcé Truman dans son intention de ne pas associer l'Union soviétique à l'occupation du Japon, contrairement au scénario allemand. Mais en 1945, à Potsdam et après, les Etats-Unis ont continué à miser sur une coopération avec l'Union soviétique et accepté de fait une sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est et du Sud-Est. La bombe atomique a bien modifié le rapport de force politique international en faveur des Etats-Unis, mais il serait erroné de parler de „diplomatie atomique“ en 1945. L'Union soviétique déclare la guerre au Japon le 8 août et n'hésite pas à envahir la Mandchourie et envoyer des troupes dans le nord de la Corée, sur les îles Kouriles et Sakhaline.

Une question éthique qui reste posée

Un consensus s'est entretenu dégagé dans la communauté historique, une sorte de synthèse entre l'école orthodoxe et l'école révisionniste. Pour le président américain, la bombe atomique représentait une arme nouvelle au pouvoir de destruction sans précédent et donc un moyen légitime et nécessaire pour mettre fin au plus tôt et avec le moins de victimes militaires américaines possibles à une guerre effroyable. Truman a pris la décision de larguer les bombes atomiques sur deux villes japonaises sans aucun scrupule moral. Le meurtre de masse de populations civiles était pratiqué également du côté allié. Les bombardements conventionnels de Tokyo du 9/10 mars 1945 ont fait 85.000 victimes. Comme les bombes conventionnelles, une bombe atomique n'était pas considérée par les Alliés en soi comme amoral. Peu de personnes se posaient à l'époque des

questions sur les suites du rayonnement radioactif.

Vu que les dirigeants américains considéraient la bombe atomique comme arme légitime, la question des alternatives ne se posait même pas: des alternatives comme un test nucléaire public en guise d'avertissement, la modification des termes de la capitulation avec des garanties pour le *tenno*, la poursuite des bombardements conventionnels avec un blocus parallèle des mers, etc.

Convaincu de la légitimité de l'utilisation de cette arme, le gouvernement américain n'a même pas eu besoin de retenir l'argument de la dissuasion avancé en faveur du largage des bombes par deux de ses éminents conseillers scientifiques, les présidents du MIT et de Harvard, Karl Compton et James Conant. Dans une lettre à Stimson, ils argumentaient que, si l'arme n'était pas utilisée, „le monde ne recevrait pas l'avertissement nécessaire en vue de ce que représenterait une future guerre“.

Ces scientifiques étaient au moins conscients que le monde entrerait avec ces bombes dans une nouvelle ère nucléaire et que Hiroshima, une ville japonaise détruite par une seule bombe allait devenir un des symboles de la rupture de civilisation que constitue la Seconde Guerre mondiale. Hiroshima et Nagasaki sont symboliques en outre de la menace que l'humanité représente pour elle-même.

Depuis le 6 août 1945, le monde, nous tous vivons avec la Bombe. Hier, le président Barack Obama a relevé „que la science peut devenir un outil de massacre“ et que le martyr des deux villes „doit éveiller notre conscience morale“. Voilà du moins des excuses implicites, mais il a refusé de faire explicitement l'examen moral des décisions militaires et politiques américaines de l'époque tout en se retranchant derrière les historiens.

En tant qu'historien je voudrais lui répondre qu'il inverse en fait les rôles. Le rôle principal de l'histoire, „science des hommes, dans le temps“ (Marc Bloch) n'est pas de porter des jugements de valeur, mais plutôt de tenter de comprendre et d'expliquer, alors qu'on est en droit de demander aux puissants de ce monde d'avoir une réflexion éthique sur leurs faits et gestes et ceux de

leurs prédécesseurs. Une réflexion que les scientifiques impliqués directement ou indirectement dans l'élaboration de la bombe atomique ont développée. Albert Einstein qui avait, avec d'autres scientifiques émigrés aux Etats-Unis, appelé Roosevelt à développer cette arme de peur qu'Hitler ne la possède avant les Alliés, considéra cet appel comme une des plus grandes erreurs de sa vie. Leo Szilard, physicien nucléaire hongrois, impliqué directement dans le Manhattan Project, adressa en vain, après la capitulation de l'Allemagne, une pétition à Truman l'implorant de ne pas utiliser l'arme atomique. Après Hiroshima et Nagasaki, son commentaire fut le suivant: imaginez que les Allemands aient gagné la course à l'arme atomique, l'aient utilisée et quand même perdu la guerre. Existe-t-il l'ombre d'un doute que les bombes atomiques allemandes sur des villes auraient été qualifiées de crimes de guerre et que les Allemands impliqués dans ces crimes condamnés et exécutés à Nuremberg?

Avec son commentaire, Szilard a pointé l'enjeu mémoriel, historique et éthique véritable qui se pose depuis Hiroshima: peut-on légitimer avec l'idéologie de la „guerre juste“ des meurtres de masse? Hier, le président d'une puissance mondiale qui a mené après 1945 une série de „guerres justes“ de son point de vue – après l'Allemagne nazie et le Japon notamment contre le Vietnam de Ho Chi Minh, l'Irak de Saddam Hussein, l'Afghanistan des Talibans – „a navigué habilement dans les méandres de la sémantique entre émotion, mémoire, éthique et politique“ (*Le Monde*) sans pour autant répondre à la question que nous pose la Bombe depuis 1945.



Lauscht
och dem
Denis
Scuto sai
Feuilleton
op Radio
100.7, all
Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.